



## Comité Social d'Administration 15 mai 2023

# DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Le 19 janvier 2023 a donné le départ d'une puissante mobilisation des travailleuses et travailleurs de ce pays pour exiger le retrait de la réforme des retraites initiée par le Président de la République et engagée par le gouvernement.

Depuis plus de 4 mois, une large majorité de Français et l'ensemble des syndicats manifestent leur opposition à cette réforme. Malgré les défilés massifs regroupant des nombres inédits de manifestants et des blocages qui se sont intensifiés, le gouvernement est resté sourd aux demandes des salariés et de leurs représentants et a joué, depuis le début de la mobilisation, le pourrissement de la situation, alors que les rassemblements se sont, dans leur immense majorité, déroulés sans heurts majeurs. En l'absence de majorité parlementaire, l'exécutif a décidé de brider les débats pour imposer une réforme dont personne ne veut. Car malgré la communication fallacieuse du gouvernement, les salariés ont bien compris depuis le début qu'à travers cette réforme, c'était bien la facture du « quoi qu'il en coûte » que l'on veut leur faire payer, à eux et à eux seuls !

Ce contexte ne peut que susciter une défiance encore plus grande de la population vis-à-vis des institutions avec un véritable risque de chaos social et le gouvernement ne peut pas faire comme si de rien n'était.

Cette situation a eu pour conséquence de neutraliser notre participation à toutes les instances de dialogue social de la DGFIP et de boycotter la première convocation de ce CSAL.

Nous constatons à la DGFIP depuis de nombreuses années le même mépris à ne jamais prendre en compte les avis souvent unanimes des représentants des personnels sur de nombreux sujets, à commencer par les restructurations et les suppressions d'emplois. Il ne faut alors pas s'étonner que le dialogue social soit de moins en moins constructif dans notre administration. Le nom de cette instance a changé mais la politique de casse de Bercy demeure constante !

Cette nouvelle instance, le CSAL, risque bien de s'apparenter, comme la précédente, le CTL, à une simple chambre d'enregistrement, où nos avis ne seraient pratiquement jamais pris en compte... À vous de nous prouver le contraire !

Car nous avons souvent la curieuse sensation de servir de caution morale à la destruction de la DGFIP et cette situation est inacceptable !

Concernant plus spécifiquement la réunion de ce jour, nous notons que le point concernant l'accueil à la trésorerie de Var amendes est proposé pour information et non plus pour vote. Nous attendons donc de connaître l'avancée de votre réflexion sur ce point.

Les agents de ce service, ceux du SIP ainsi que l'intersyndicale vous ont demandé une réunion afin de pouvoir débattre sur le fond, avec les principaux intéressés. Qu'en est il à ce jour ?

La DGFIP ne tient que grâce à la conscience professionnelle de vos équipes et à leur implication quotidienne, mais les personnels s'épuisent, la démotivation et la résignation se font de plus en plus présentes dans les esprits !

Par ailleurs, dans un contexte économique tendu, où les incivilités ne font que se multiplier, est-il vraiment pertinent de déstabiliser un peu plus les usagers en leur supprimant des possibilités d'accueil ? Et du point de vue sécuritaire pour nos collègues ?

Les discours changent tout le temps. Les agents ne comprennent plus les orientations de la DGFIP, qui semblent surtout guidées par la réduction des coûts plutôt que la mise en œuvre d'un service public qualitatif. Ils n'adhèrent plus aux choix de leur ministère, malgré les grandes campagnes de communication déployées.

Et ils s'inquiètent pour leur avenir...

Comme dans la Mode, notre Direction Générale tente de nous ressortir de vieux modèles, et nous présente des costumes mal taillés et à bas coût comme des pièces artistiques de Haute-Couture. Elle déstructure tout, ne s'imposant aucune limite tant que le résultat est là : la réduction des coûts. Seule la fin compte, qu'importent les moyens employés et les dommages collatéraux associés.

Nous reviendrons bien évidemment en séance sur l'ensemble des points de l'ordre du jour de cette instance.

Nous aborderons en outre en questions diverses la campagne d'évaluation professionnelle. Nous vous demandons, comme il est prévu, de bien vouloir nous en faire un bilan en nous communiquant le nombre de refus de participer aux entretiens et le nombre de recours (AH et CAPN). Et de nous préciser votre doctrine locale.

Car nous ne pouvons que constater cette année certaines pratiques, certes limitées, mais cependant lourdes de conséquences, consistant à baisser systématiquement les profils croix des agents sous prétexte de consignes données dans ce sens par la Direction...

Nous souhaiterions en outre avoir, enfin, des informations quant au plan cité !

**Dans un contexte social toujours particulièrement tendu autour de la contre-réforme des retraites, FO DGFIP 83 continue de s'associer pleinement à ce mouvement, légitime, car tentant d'empêcher une réforme injuste infligée de manière unilatérale à tous les citoyens, et qui s'est construite - une fois de plus - sans réel dialogue social. Nous appelons l'ensemble des agents à rejoindre le mouvement le 6 juin prochain.**

